



CSE du 13 décembre 2022

Une entreprise qui invisibilise ses salariés

L'arbitrage des budgets pour 2023 est en phase finale mais toujours aucune ligne en prévision d'augmentation salariale générale. Or, ce sont bien les salariés qui font vivre l'entreprise et qui perdent de plus en plus de pouvoir d'achat.

1 million d'euros seront consacrés au plan de sauvetage du portage. Les travaux à la Chevrolière devront s'achever, mais le budget avait déjà été provisionné à hauteur de 880 000€. Néanmoins, certains seront décalés à 2024, ce qui engendrera de devoir trouver une alternative entre l'approvisionnement bobine, soit en automatique, soit en manuel.

La fin du chantier de la tour à Chantepie est prévue en mars 2023. Les élus ont d'ailleurs rendu unanimement un avis défavorable à ce projet pour lequel la direction n'a tenu aucun compte de nos retours, ni associé les instances quant à l'impact éventuel sur les conditions de travail, comme le prévoit la législation en amont d'un projet. "Une marge de progrès est à réaliser dans ce domaine" souligne M. Echelard. Mais le scénario est toujours le même depuis des lustres.

Les travaux d'étanchéité des façades des rédactions de Brest et Saint-Brieuc ont été jugés prioritaires. Quant à l'informatique, depuis 2018 le budget alloué est d'environ 11 à 12 millions. Il sera revu à 8 millions pour 2023. Or, il y a en ce moment même l'énorme projet sur « le flux de travail ». Quel sera son coût final ? Sans oublier Advantage, cet outil instable, la direction répond à la question de la CGT, qu'il est bien inscrit au budget.

Le lancement du Magazine télé Diverto est prévu le 6 janvier pour Ouest-France, après bientôt trois années de travail des équipes en interne. Soit, c'est une force d'avoir un produit « à nous », tout de même partagé avec le Groupe Ebra, Sud-Ouest, Centre France, Rossel et la Dépêche du Midi. La direction précise que ce n'est pas forcément rentable au niveau économique, en tout cas à court terme, mais que ce choix démontre la prise en main sur un support appartenant à la Presse Quotidienne Régionale et non plus au Figaro comme auparavant. Les élus CGT se demandent quelle sera la plus-value au niveau de l'image de marque Ouest-France si notre logo n'apparaît pas ? Ce magazine est fabriqué à Paris par vingt salariés dont six journalistes. Une plateforme sera aussi disponible, mais distincte de la verticale Culture Ouest-France. Des renvois de contenus seront possibles dans les deux sens,

via des liens qui renverront au site d'origine. Quant à l'impression, prévue à 3 300 000 exemplaires, elle se fera sur papier couché et chez Riccobono.

La CGT constate que lorsque des éditeurs de presse tiennent à un projet commun cela se réalise. Dommage que cette détermination collective n'ait pas été au rendez-vous lors des difficultés des sites de fabrications français de pâte à papier. Nous serions moins dépendants aujourd'hui des hausses tarifaires et serions aussi de meilleurs élèves au niveau RSE.

La direction cherche par tous les moyens à réduire ses coûts. Et cela passe par une obstination à la diminution des pages. Celles de fin de journal sont précisément questionnées par le service R&D. Nous avons demandé à connaître le panel interrogé, combien sont abonnés print, digital ou les deux, ainsi que le questionnaire envoyé et le résultat de cette étude. N'y aurait-il pas un lien de cause à effet avec le lancement de ce magazine ?

1,4 millions c'est le coût de la cyberattaque. Les assurances ne rembourseront que 225 000€. Merci aux salariés, fait remarquer la CGT, ils ont su réagir vite et avec efficacité afin de limiter la casse. La direction le reconnaît et précise qu'ils permettent, chaque jour, de mieux protéger l'entreprise en respectant les protocoles de cybersécurité.

Santé au travail, en cette période d'épidémie de grippe, bronchiolite et autres virus, dont le Covid 19, notre médecin du travail recommande de bien respecter les gestes barrières et préconise le port du masque dans les lieux difficiles à aérer. Néanmoins il n'y a rien d'obligatoire **pour l'instant.**

Economie d'énergie, trop c'est trop. Soit, la recommandation est de baisser la température à 19 degrés, mais les élus CGT précisent, qu'entre le thermostat réglé à 19 et la température réelle observée dans les locaux, il y a un différentiel. Nous demandons à la direction de remettre un peu de chaleur dans les sites car les salariés envisagent le retrait chez eux en télétravail, tellement cela devient compliqué de travailler en « doudoune » et avec des gants ! Et pour rappel, le journal est réalisé chaque jour de la semaine y compris les week-ends !

Fermeture de l'imprimerie d'Angers le 19 décembre. La production de fin d'année se fera désormais uniquement sur deux sites d'impressions et avec une rotative en moins. Quelques aménagements s'imposent ! La Normandie devra livrer ¼ d'heure plus tôt et se sera 40 min pour la Vendée. Toute la première semaine, sur chaque site, une personne de la DLD sera présente ainsi qu'une personne de la DSI, mais uniquement le premier soir. A Chantepie, l'équipe de jour engagera le papier sur la Nohab sauf le dimanche et les fériés. Il n'y aura pas d'attente des différents niveaux pour démarrer les rotatives.

Coté rédaction, les chefs d'éditions ont été reçus afin d'anticiper au mieux les adaptations au plan de tirage, la régulation de la planification des pages, l'outil de prévisions devient central. A eux de transmettre les informations aux équipes nous dit la direction. Cela n'a pas l'air d'être le cas partout. Cela impactera aussi certains abonnés qui, momentanément, devront être basculés à la Poste.

Les futurs outils du **Flux de production** sont, soi-disant, toujours en arbitrage mais la décision devrait être prise d'ici à la fin de l'année, avec une dernière validation à fin septembre, pour un plan de migration envisagé à fin février 2023.

Kélio/Poga. Non il n'y a aucune alerte possible lorsque la semaine de travail d'un salarié dépasse les six jours consécutifs. La direction renvoie la responsabilité sur les planificateurs qui doivent être vigilants sur ce cas, et particulièrement lorsqu'une semaine est positionnée sur deux mois. La CGT s'étonne d'une réponse aussi définitive alors qu'un outil permet toujours des développements possibles, comme cela a été le cas pour la déclaration des jours télétravaillés. Sans doute encore une question d'argent !

Pôle Magazine, les salariés Ouest-France mis à disposition jusqu'en juin le sont, non pas par un avenant, mais par une convention de mise à disposition et ce, sur la base du volontariat. Est-ce vraiment sûr, les salariés ont-ils vraiment le choix ? La direction affirme que si ces salariés ne souhaitent pas poursuivre cette mise à disposition, un poste leur sera proposé à minima à Ouest-France sinon dans le groupe ! Ces salariés ne pourraient-ils donc pas tout simplement retrouver leur poste ? Et quid des risques du changement de conventions collectives, de la baisse salariale et de la perte de certains acquis ?

Portage toujours en berne, des opérations en cours :

Pour le **DOF**, c'est l'opération « **boite à dimanche** » qui a été lancée l'été dernier. Le lecteur est invité à venir chercher son journal dans la commune la plus proche de chez lui. 50% de nos abonnés s'y sont rendus. Mais cela concerne combien d'abonnés ? Pour le **Quotidien** c'est l'opération « **ne me quitte pas** » qui cherche à reconquérir nos abonnés perdus à cause de tournées abandonnées. Une tablette est offerte pour un abonnement numérique au « pack maxi num » au prix de 20€ (prix de la tablette compris). Une fois encore cela concerne combien d'abonnés ? Nous demandons à avoir des résultats chiffrés et le bilan qui en sera tiré.

Nous vous souhaitons d'excellentes fêtes de fin d'année, prenez soin de vous.